

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 6 août 1996
 Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Permis de bâtir, deuxième trimestre de 1996 et juin 1996** 2
 Le secteur durement touché de l'habitation amorce une reprise, à la faveur de la faiblesse des prix et des taux hypothécaires. La valeur des permis de construction résidentielle a augmenté pour deux trimestres de suite, après six reculs trimestriels consécutifs.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Estimations du revenu du travail, mai 1996 6
- Inscriptions à plein temps aux programmes d'études offerts par les collèges communautaires et les établissements analogues, 1995-1996 6
- Architectes, 1992 et 1993 7

NOUVELLES PARUTIONS



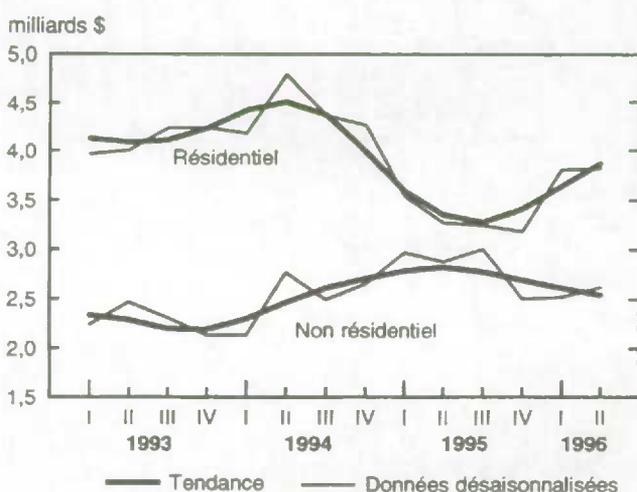
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Permis de bâtir

Deuxième trimestre de 1996 et juin 1996

Le secteur durement touché de l'habitation amorce une reprise, à la faveur de la faiblesse des prix et des taux hypothécaires. La valeur des permis de construction résidentielle a augmenté pour deux trimestres de suite, après six reculs trimestriels consécutifs.

Le secteur résidentiel continue sa remontée



Les municipalités ont délivré pour 3,8 milliards de dollars de permis de construction de logements neufs entre avril et juin cette année, ce qui constitue 0,5 % de plus qu'au premier trimestre de l'année. C'est le plus haut niveau trimestriel depuis le dernier trimestre de 1994. Cette augmentation, qui suit un bond de près de 20 % au premier trimestre de 1996, tient essentiellement à une hausse de la valeur des permis pour les logements multifamiliaux.

En chiffres mensuels, la valeur des permis de construction résidentielle a connu en juin une explosion de 6,9 % qui l'a portée à 1,4 milliard de dollars. Il s'agit d'une deuxième augmentation mensuelle de suite. Les permis de bâtir prennent jusqu'à six mois pour se traduire en mise en chantier, de sorte que la plus récente augmentation de la valeur des permis pourrait être un signe précurseur d'un regain de construction de maisons neuves, et peut-être de la création de nouveaux emplois, pour la fin de l'année.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 400 municipalités représentant 93 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les municipalités qui représentent les 7 % résiduels de la population sont très petites et leur niveau d'activité dans le secteur a une faible incidence sur l'ensemble.

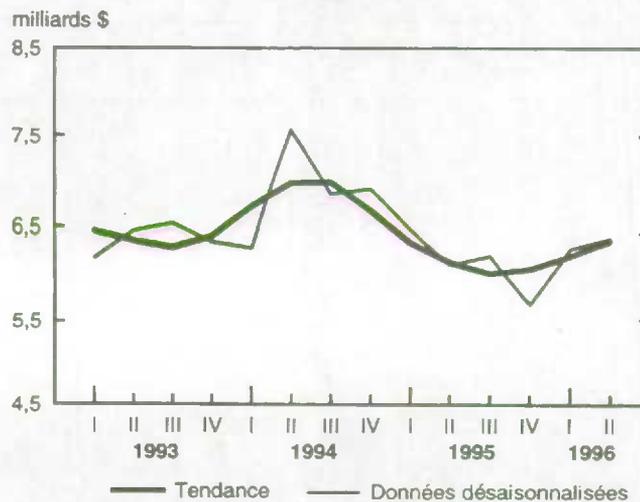
La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (aqueducs, égouts, ouvrages de drainage, etc.) ni ceux associés au terrain.

Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux actuels.

Les résultats du marché de la revente de maisons sont provisoires. Ceux-ci reflètent l'activité des ventes des 25 villes les plus importantes au Canada.

Dans l'ensemble, la valeur totale des permis de bâtir en juin a glissé de 0,4 % et s'est fixée à 2,2 milliards de dollars. Le principal facteur a été une baisse de 10,0 % qui a ramené à 0,9 milliard de dollars la valeur des permis de construction non résidentielle, après une augmentation marquée en mai.

Hausse trimestrielle de 1,8 % des intentions de construction totale



Signes positifs pour le secteur de l'habitation

Les tendances des six derniers mois autorisent un certain optimisme pour le secteur de l'habitation dans la deuxième moitié de 1996.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux qui ont été délivrés au cours des six premiers mois de 1996 a progressé de 13,6 % par rapport à la même période l'an dernier. C'est une bonne nouvelle pour l'ensemble du secteur résidentiel, dont la composante unifamiliale représente plus de 70 % du secteur de l'habitation.

Les intentions de construction résidentielle au deuxième trimestre de 1996 étaient de 16,8 % de plus qu'au même trimestre il y a un an, surtout à cause d'une explosion de la valeur des logements unifamiliaux projetés.

Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont aussi reflété une augmentation appréciable de 8,0 % pour les six premiers mois de l'année dernière. Rien qu'au deuxième trimestre, la valeur des permis de logements multifamiliaux a monté de 2,1 %, pour s'établir à 1 121 millions de dollars, ce qui est son plus haut niveau depuis le dernier trimestre de 1994.

Le raffermissement de la demande de logements s'est traduit par une augmentation du nombre de permis délivrés par les municipalités, comme le traduit en partie le dernier chiffre des mises en chantier publié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. L'organisme a annoncé le mois dernier que le nombre de mises en chantier a monté de 3,2 % en juin comparativement à mai, ce qui représente une deuxième augmentation mensuelle consécutive. Jusqu'ici cette année, il y a 3,3 % de plus de mises en chantier que pour la même période l'an dernier.

Stimulé par la composante multifamiliale, surtout dans la région métropolitaine de Vancouver, le secteur résidentiel de la Colombie-Britannique a fait un bond de 18,5 % et est celui qui a contribué le plus à l'augmentation trimestrielle totale du secteur résidentiel.

Il faut aussi signaler les gains trimestriels des intentions de construction résidentielle en Alberta (+24,4 %) et au Québec (+5,7 %), entièrement redevables aux logements unifamiliaux. Par contre, l'Ontario (-14,8 %) a déclaré la plus importante diminution du secteur résidentiel, qui est imputable aux composantes unifamiliale et multifamiliale.

Les grands projets commerciaux et institutionnels entraînent le secteur non résidentiel

Les intentions de construction non résidentielle industrielle, commerciale et institutionnelle ont

augmenté de 3,9 % au deuxième trimestre et ont atteint 2,6 milliards de dollars, après une avance de 0,7 % au trimestre précédent.

L'augmentation du deuxième trimestre était essentiellement attribuable à la composante commerciale, qu'une progression de 5,2 % a portée à 1,4 milliard de dollars, soit la valeur trimestrielle la plus élevée depuis le quatrième trimestre de 1991. La construction proposée dans le secteur de l'hébergement a été un grand facteur dans le secteur commercial.

La composante institutionnelle a aussi vu une amélioration de la valeur, une hausse de 4,0 % l'ayant portée à 0,6 milliard de dollars, conséquence surtout d'améliorations aux installations médicales. La composante industrielle a affiché une modeste avance de 0,9 % qui l'a fait passer à 0,6 milliard de dollars, après avoir connu une vigoureuse performance au premier trimestre (+9,9 %).

Cependant, malgré les deux gains trimestriels consécutifs, le niveau non résidentiel d'ensemble des six premiers mois de 1996 restait à 12,0 % sous le total des six premiers mois de l'an dernier, à cause d'une baisse de 28,0 % de la composante institutionnelle et de 19,9 % de la composante industrielle. Ceci est compatible avec les compressions de dépenses annoncées par tous les niveaux d'administration gouvernementale et coïncide avec la récente baisse des bénéfiques pour le secteur industriel.

La Colombie-Britannique (+20,4 %) a été la province qui a le plus contribué à l'augmentation trimestrielle du secteur non résidentiel, sous la poussée essentiellement des projets commerciaux, qui ont atteint 328 millions de dollars, niveau qu'on n'avait pas vu depuis le deuxième trimestre de 1995.

Il faut mentionner aussi les gains trimestriels des intentions de construction non résidentielle en Saskatchewan (qui atteignent 110 millions de dollars après une augmentation de 97,1 %, niveau qu'on n'avait pas observé depuis le troisième trimestre de 1989), ainsi que ceux en Alberta (+13,7 %).

Par contre, l'Ontario (-7,1 %) et le Québec (-5,3 %) ont fait état des diminutions les plus considérables du secteur non résidentiel, en raison surtout de l'absence de projets industriels en Ontario et de projets institutionnels au Québec.

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de juin 1996 de *Permis de bâtir* (64-001-XPB, 24 \$ / 240 \$) ainsi que la version

microfiche (64-001-XMB, 25 \$ / 135 \$) paraîtront en août. Voir *Pour commander les publications*.

Les estimations des permis de bâtir de juillet 1996 seront diffusées le 4 septembre 1996.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689. Pour obtenir

des renseignements analytiques, communiquez avec Nathalie Léveillé au (613) 951-2025, Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital. □

Valeur des permis de bâtir

Région et type de construction	Mai 1996	Juin 1996	Mai à juin 1996	Premier trimestre 1996	Deuxième trimestre 1996	Premier trimestre au deuxième trimestre 1996
données désaisonnalisées						
	millions \$		variation en %	millions \$		variation en %
Canada	2 250	2 241	-0,4	6 326	6 442	1,8
Résidentielle	1 279	1 368	6,9	3 804	3 822	0,5
Non résidentielle	971	874	-10,0	2 522	2 620	3,9
Terre-Neuve	21	14	-30,6	73	55	-25,6
Résidentielle	14	11	-25,1	63	41	-35,2
Non résidentielle	6	4	-43,3	11	14	30,4
Île-du-Prince-Édouard	9	4	-55,0	20	20	1,3
Résidentielle	5	3	-52,0	16	11	-30,0
Non résidentielle	4	2	-59,3	4	9	130,8
Nouvelle-Écosse	46	47	2,3	170	142	-16,2
Résidentielle	29	32	10,8	128	96	-25,0
Non résidentielle	17	15	-12,0	42	46	10,4
Nouveau-Brunswick	38	48	25,0	110	125	13,8
Résidentielle	17	18	4,0	70	58	-16,0
Non résidentielle	21	30	42,6	40	67	65,4
Québec	386	367	-4,9	1 121	1 122	0,1
Résidentielle	198	201	1,6	555	586	5,7
Non résidentielle	189	166	-11,8	566	536	-5,3
Ontario	821	764	-7,0	2 608	2 301	-11,7
Résidentielle	443	442	-0,2	1 569	1 336	-14,8
Non résidentielle	378	321	-15,0	1 039	965	-7,1
Manitoba	48	49	2,5	137	136	-0,9
Résidentielle	24	30	23,6	57	75	31,1
Non résidentielle	23	19	-19,6	80	61	-23,8
Saskatchewan	67	58	-12,9	104	169	62,7
Résidentielle	24	19	-18,2	48	59	22,8
Non résidentielle	44	39	-10,1	56	110	97,1
Alberta	237	247	4,6	595	714	20,0
Résidentielle	148	150	1,9	350	435	24,4
Non résidentielle	89	97	9,0	245	278	13,7
Colombie-Britannique	570	634	11,2	1 373	1 635	19,1
Résidentielle	373	456	22,2	937	1 110	18,5
Non résidentielle	197	178	-9,7	436	525	20,4
Yukon	4	5	26,4	9	12	35,9
Résidentielle	3	3	15,6	7	9	32,7
Non résidentielle	1	2	53,3	2	3	46,2
Territoires du Nord-Ouest	4	4	8,7	7	11	61,6
Résidentielle	1	2	43,7	5	5	-2,4
Non résidentielle	2	2	-11,9	2	7	192,4

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Estimations du revenu du travail

Mai 1996 (données provisoires)

En augmentant de 0,2 % en mai, les salaires et les traitements versés aux salariés ont enregistré leur deuxième augmentation mensuelle consécutive. Puisque l'emploi a diminué en mai, la forte croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne explique la légère croissance des salaires et des traitements. En dépit des diverses variations déjà observées cette année, la croissance d'ensemble des salaires et des traitements a atteint 2,4 % pour les cinq premiers mois de l'année par rapport à la même période en 1995.

La croissance enregistrée en mai provient des transports, de l'entreposage, des communications et des autres services publics, de la finance, des assurances et des affaires immobilières, des mines, des carrières et des puits de pétrole et des services de santé et services sociaux. La vigueur de la rémunération hebdomadaire moyenne explique en grande partie la croissance de ces industries. Les salaires et les traitements de l'industrie manufacturière ont aussi légèrement augmenté (+0,2 %), ce qui représente une deuxième hausse mensuelle consécutive pour cette industrie.

Par opposition, des diminutions ont été relevées dans la construction, dans les services commerciaux et personnels et dans l'administration municipale. Les baisses d'emploi en sont grandement responsables.

Nota: Le revenu du travail comprend les salaires et traitements (87 %) et le revenu supplémentaire du travail (13 %). Les salaires et les traitements sont de plus composés d'éléments tels que les primes, les pourboires, les allocations imposables et les rappels de salaires. Le revenu supplémentaire du travail compte les cotisations des employeurs au bien-être des employés, aux pensions, à l'indemnisation des accidents du travail et au fonds d'assurance-chômage. Le revenu du travail représente environ 54 % du Produit intérieur brut.

Données stockées dans CANSIM: matrices 1791 et 1792.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Lambert au (613) 951-4051, Division des comptes nationaux et de l'environnement. Télécopieur: (613) 951-3618.

Traitements, salaires et revenu supplémentaire du travail

	Avril 1996 ^r	Mai 1996 ^p	Avril à mai 1996
	données désaisonnalisées		
	millions \$		variation en %
Agriculture, pêche et piégeage	249,1	254,5	2,2
Exploitation forestière et services forestiers	255,2	248,7	-2,5
Mines, carrières et puits de pétrole	605,5	611,4	1,0
Industries manufacturières	5 662,5	5 671,8	0,2
Construction	1 677,1	1 660,6	-1,0
Transports, entreposage, communications et autres services publics	2 848,6	2 874,0	0,9
Commerce	4 371,9	4 378,8	0,2
Finance, assurances et affaires immobilières	2 632,5	2 641,6	0,3
Services commerciaux et personnels	4 548,2	4 535,5	-0,3
Enseignement et services connexes	2 759,8	2 763,1	0,1
Services de santé et services sociaux	2 813,6	2 819,1	0,2
Administration fédérale et autres services gouvernementaux	951,3	952,7	0,2
Administration provinciale	703,7	708,2	0,6
Administration locale	693,8	680,7	-1,9
Total des traitements et salaires	30 781,2	30 832,0	0,2
Revenu supplémentaire du travail	4 556,6	4 568,2	0,3
Total du revenu du travail	35 337,8	35 400,3	0,2

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Inscriptions à plein temps aux programmes d'études offerts par les collèges communautaires et les établissements analogues 1995-1996 (données provisoires)

Les données provisoires de 1995-1996 indiquent que le nombre d'inscriptions à plein temps aux programmes

d'études postsecondaires était encore en hausse dans les collèges communautaires et les établissements analogues.

Par définition, les établissements analogues comprennent les établissements postsecondaires ne décernant pas de diplôme universitaire comme les collèges d'arts appliqués et de technologie, les instituts techniques, les collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps) au Québec et les autres établissements offrant une formation dans des domaines spécialisés, comme par exemple l'agriculture et la foresterie. Ils incluent aussi les institutions offrant des programmes de sciences infirmières et d'autres programmes de formation de niveau postsecondaire en milieu hospitalier, en clinique ou à travers les écoles régionales.

Le total des inscriptions a atteint le niveau inégalé de 386 930, c'est-à-dire 278 592 (ou 72 %) pour les programmes menant à une carrière (voir la note) et 108 338 pour les programmes de passage à l'université. Cette tendance à la hausse se poursuit depuis plusieurs années puisque les inscriptions ont commencé à augmenter en 1989-1990. Au cours des trois années précédant 1995-1996, la hausse annuelle moyenne s'est réduite à 2 % seulement, alors qu'elle était de 5 % pendant les années antérieures.

L'accroissement du nombre d'inscriptions s'est surtout produit dans les programmes menant à une carrière, tandis que les programmes de passage à l'université ont connu une légère baisse. Depuis 1992-1993, la plus forte hausse annuelle moyenne du nombre d'inscriptions aux programmes menant à une carrière, soit 9 %, a été enregistrée à Terre-Neuve, suivie d'une augmentation de 6 % dans les Territoires du Nord-Ouest (augmentations fondées sur un nombre relativement faible d'inscriptions totales), en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick. À l'échelle nationale, la baisse du nombre d'inscriptions aux programmes de passage à l'université s'observe surtout au Québec, où elle atteint presque 1 % par année depuis 1992-1993.

Les données provisoires sur les effectifs des collèges communautaires et des établissements analogues sont obtenues avant l'enquête annuelle habituelle sur le nombre d'inscriptions. En général, elles surestiment légèrement le nombre définitif d'étudiants inscrits dans l'ensemble du pays.

Nota: Les programmes menant à une carrière préparent l'étudiant à exercer une profession à la fin de ses études. Celui-ci est alors à un niveau qui se situe entre celui du diplômé d'université et de

l'ouvrier spécialisé. Le diplôme d'études secondaires est normalement une condition d'admission, et ces programmes durent au moins 24 semaines. Les programmes de passage à l'université exigent un diplôme d'études secondaires; ils donnent à l'étudiant une formation équivalente à la première ou à la deuxième année d'université.

Inscriptions à plein temps aux programmes d'études postsecondaires 1995-1996

	Programmes menant à une carrière	Programmes de passage à l'université	Total
Canada	278 592	108 338	386 930
Terre-Neuve	5 950	-	5 950
Île-du-Prince-Édouard	1 076	-	1 076
Nouvelle-Écosse	3 181	-	3 181
Nouveau-Brunswick	3 715	-	3 715
Québec	88 090	85 315	173 405
Ontario	129 977	-	129 977
Manitoba	3 563	69	3 632
Saskatchewan	3 046	-	3 046
Alberta	22 976	6 065	29 041
Colombie-Britannique	16 428	16 737	33 165
Yukon	106	132	238
Territoires du Nord-Ouest	484	20	504

- Néant ou zéro.

Pour plus de renseignements sur ces données, communiquez avec Karl Skof au (613) 951-1529 ou avec Bernard Bourgoin au (613) 951-1506, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme. Pour des renseignements de nature générale, communiquez avec Sheba Mirza au (613) 951-1503, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme. ■

Architectes 1992 et 1993

Les données de 1992 et 1993 sur les architectes sont maintenant disponibles. Les données comprennent les recettes totales, la répartition des recettes selon le domaine de spécialisation et selon le genre de service et la répartition des dépenses selon le genre.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Diane Lake au (613) 951-3489 ou John Heimbecker au (613) 951-0867, Division des services. ■



1010730447

Le Quotidien, le 6 août 1996

NOUVELLES PARUTIONS

Scieries et ateliers de rabotage, mai 1996

Numéro au catalogue: 35-003-XPB

(Canada: 11\$/110\$; États-Unis: 14\$US/132\$US; autres pays: 16\$US/154\$US).

Bulletin de service du Centre des statistiques de l'aviation, vol. 28, n° 7

Numéro au catalogue: 51-004-XPB

(Canada: 11\$/105\$; États-Unis: 13\$US/126\$US; autres pays: 15\$US/147\$US).

Statistiques de l'énergie électrique, statistiques annuelles, 1994

Numéro au catalogue: 57-202-XPB

(Canada: 29\$; États-Unis: 35\$US; autres pays: 41\$US).

Ventes et stocks des grands magasins, juin 1996

Numéro au catalogue: 63-002-XPB

(Canada: 16\$/160\$; États-Unis: 20\$US/192\$US; autres pays: 23\$US/224\$US).

Mortalité – Liste sommaire des causes, 1993

Numéro au catalogue: 84-209-XPB

(Canada: 30\$; États-Unis: 36\$US; autres pays: 42\$US).

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.



Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1996. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada*, 1994 (11-204F, Canada 15\$; États-Unis: 18\$US; autres pays: 21\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 (800) 267-6677**

Pour les autres pays, composez: **1 (613) 951-7277**

Ou envoyer votre commande par télécopieur: **1 (613) 951-1584**

Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.